Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie

CRéDOC

Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Janvier 1994 : Crainte du chômage et restrictions sont au plus haut, masquant quelques lueurs d'espoir

Note confidentielle réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes

- Complément aux premiers résultats de la vague de fin 1993 -

Sou1994-834

ION
T

mis à embargo ou à
taire de l'étude dont il
vos responsabilités à

NS DE NE PAS
LE DIFFUSER

21 MARS 1994

Enq. cond. de vie et asp. des Fr. - Janvier 1994, crainte du chômage et restrictions au plus haut, quelques lueurs d'espoir / G. Hatchuel. Mars 1994.

CREDOC•Bibliothèque

rue du Chevaleret
13 - PARIS

Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie

CRÉDOC

Enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Janvier 1994 : Crainte du chômage et restrictions sont au plus haut, masquant quelques lueurs d'espoir

Note confidentielle réservée aux souscripteurs au système d'enquêtes

- Complément aux premiers résultats de la vague de fin 1993 -

G. HATCHUEL

21 MARS 1994

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département "Conditions de vie et Aspirations des Français" est composé de :

. Georges Hatchuel (Directeur adjoint du CREDOC)
. Franck Berthuit, Catherine Duflos, Ariane Dufour, Françoise Gros, Lucette Laurent.

C R E D O C

Président : Bernard Schaefer
Directeur : Robert Rochefort

C R E D O C
G. Hatchuel/LL

21 Mars 1994

Janvier 1994 : Crainte du chômage et restrictions sont au plus haut, masquant quelques lueurs d'espoir

L'enquête "**Conditions de vie et Aspirations des Français**" est réalisée chaque année depuis 1978. Tendances conjoncturelles comme mouvements de fond peuvent y être observés : les premiers résultats de la vague de fin 1993 (Décembre 1993 - Janvier 1994) fournissent, à cet égard, une idée très significative du climat de l'opinion au début 1994.

Analysés par comparaison avec les résultats de Janvier 1993, cinq types d'évolutions méritent d'être observés avec attention. Elles mettent en évidence les opinions contradictoires d'une société aux prises avec une "crise" qui n'en finit pas : le regard porté sur le passé, ou le présent, est **au plus noir** ; mais les inquiétudes et les doutes qui touchent une bonne partie du corps social français semblent aller paradoxalement de pair avec certaines lueurs d'espoir vis-à-vis de l'avenir.

1 - La peur du chômage atteint un niveau record, mais en même temps, un plus grand nombre de nos concitoyens commence à croire à une stabilisation du chômage dans un avenir proche.

2 - Le nombre de Français qui estiment que depuis dix ans, leur niveau de vie s'est dégradé est à son point le plus élevé depuis la création du système d'enquêtes. Mais le pessimisme sur les conditions de vie futures semble, par contre, se stabiliser.

3 - La peur du chômage continue de s'accompagner d'une plus grande attente vis-à-vis de la protection sociale, notamment à l'égard des prestations destinées aux plus défavorisés.

4 - Le regard morose porté par les Français sur leur niveau de vie a pour corollaire une montée très sensible du sentiment de restrictions. Révélateur de difficultés budgétaires accrues, cet indicateur ne traduit-il pas aussi la renaissance d'un désir de consommer davantage ?

5 - Enfin, on assiste à une remontée spectaculaire des préférences envers l'augmentation du pouvoir d'achat, plutôt que celle du temps libre.

1 - La crainte du chômage atteint un niveau record

Alors qu'il y a trois ans, en fin 1990, l'inquiétude personnelle vis-à-vis du chômage ne touchait "que" 57% de nos concitoyens, celle-ci n'a, depuis, cessé de croître, pour atteindre 78% de la population au début 1994 (tableau 1).

Cette évolution est d'autant plus spectaculaire que cette inquiétude touche non seulement plus d'individus, mais gagne aussi en intensité : 54% des Français se disent "beaucoup" inquiets, pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage, contre 41% l'année dernière. D'ailleurs, les taux atteints sont maintenant du même ordre de grandeur que ceux relatifs à la maladie grave, habituellement placée en numéro 1 du palmarès des inquiétudes (80% des Français en sont inquiets, dont 55% "beaucoup" inquiets)[1].

Tableau 1

Le pourcentage d'individus se déclarant inquiets, pour eux-mêmes ou pour des proches, du risque de chômage

	Fin 1986	Fin 1987	Fin 1988	Fin 1989	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993
% d'individus inquiets du risque de chômage	58,2	62,2	55,5	57,2	56,6	65,6	69,2	**77,8**
Dont : "beaucoup" inquiets	*36,9*	*41,5*	*33,3*	*32,1*	*31,2*	*36,5*	*41,2*	***54,2***

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

La peur du chômage est donc maintenant quasi-générale et affecte pratiquement à l'identique toutes les catégories sociales, y compris celles qui ne peuvent craindre, a priori, le chômage pour elles-mêmes, tels que par exemple les retraités (74% en sont inquiets). L'évolution annuelle est particulièrement spectaculaire chez les femmes au foyer (+ 17 points en un an, contre + 9 points en moyenne), les ouvriers (+ 13 points), les indépendants (+ 12 points), les non-diplômés (+ 10 points), mais aussi chez les habitants de Paris et de l'agglomération parisienne (+ 11 points).

Autre révélateur de cette montée des préoccupations relatives au chômage, plus de la moitié des Français (52%) classent maintenant le chômage parmi les deux sujets qui les préoccupent le plus, le plaçant loin devant la drogue (28%), les maladies graves (26%) ou la pauvreté en France (22%). Le chômage est ainsi deux fois plus cité en fin 1993 qu'il y a trois ans (tableau 2).

[1] Les inquiétudes, autres que celles relatives au chômage, sont restées par ailleurs au niveau très élevé atteint depuis déjà trois ans. Cf. G. Hatchuel, J.L. Volatier : *Les "nouveaux inquiets"*, Consommation et Modes de Vie, N° 62, Novembre 1991, CREDOC.

Tableau 2

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(en %)

	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993	Différence
	A	B	C	D	D - A
. Le chômage	**27,4**	**38,1**	**43,8**	**52,2**	**+ 24,8**
. Les maladies graves	27,7	28,1	28,9	26,2	- 1,5
. La dégradation de l'environnement	12,0	12,1	10,9	8,1	- 5,4
. La pauvreté en France	16,3	15,6	20,2	22,4	+ 6,1
. La pauvreté dans le monde	14,5	17,7	18,6	16,4	+ 1,9
. La drogue	37,2	33,6	29,7	28,4	- 8,8
. La violence et l'insécurité	23,0	20,1	15,5	20,2	- 2,8
. Les tensions internationales	15,8	9,0	8,7	7,2	- 8,6
. Les conflits sociaux	3,7	3,5	3,1	2,6	- 1,1
. L'immigration	16,5	15,9	13,9	13,9	- 2,6
. L'Europe	5,7	6,1	6,4	2,0	- 3,7

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Un autre indicateur qui témoigne d'une perception encore plus personnelle des risques de chômage a aussi évolué très significativement : la proportion de Français qui s'estiment "à l'abri" du chômage - ceux qui ne s'en sentent pas menacés ou qui n'en sont pas touchés dans leur foyer - a continué à diminuer. 75% des Français ne croyaient pas à la menace de perdre leur emploi en fin 1991 ; cette proportion n'est plus maintenant que de 63% (tableau 3).

Tableau 3

Etes-vous, vous-même ou l'un des membres de votre foyer, menacé de chômage ?

(en %)

	Fin 1987	Fin 1988	Fin 1989	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993
Oui[1]	27,0	27,0	24,8	25,6	24,9	**30,7**	**36,7**
Non	72,9	72,8	75,0	74,3	75,0	69,0	63,2
Ne sait pas	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Il reste que, paradoxalement, comme pour "conjurer le sort", les anticipations sur l'évolution du chômage s'améliorent. Certes, encore 74% des Français estiment, en janvier 1994, que le nombre de chômeurs va augmenter pendant plusieurs années, mais ce pourcentage est de 13 points inférieur à celui de l'année dernière (tableau 4). Les Français ne croient pas pour autant en une diminution du nombre de chômeurs, mais ils sont plus nombreux à espérer sa stabilisation (+ 12 points en un an). Comme s'ils décelaient - ou voulaient déceler - les premiers signes de la fin tant attendue de la crise économique qui frappe nos sociétés.

[1] Cumul des items *"Oui, mais personne n'est au chômage actuellement"* et *"Vous, ou l'un des membres de votre foyer, êtes actuellement au chômage ?"*

Tableau 4

A votre avis, le nombre de chômeurs va ...

(en %)

	Fin 1986	Fin 1987	Fin 1988	Fin 1989	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993
Augmenter pendant plusieurs années	73	68	61	53	76	82	87	74
Se stabiliser dans un avenir proche	23	26	33	38	21	15	11	**23**
Diminuer dans un avenir proche	3	5	5	8	3	2	2	2
Ne sait pas	1	1	1	1	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

C'est dans les catégories qui avaient été les plus lentes à rejoindre le camp des pessimistes (retraités, femmes au foyer, ruraux) que l'amélioration des anticipations est la plus spectaculaire (tableau 5), même si elle touche globalement toutes les catégories. Une exception notable apparaît cependant : les jeunes parisiens (personnes de moins de 40 ans habitant dans l'agglomération parisienne) constituent le seul groupe au sein duquel s'élève le pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va encore augmenter. En retard sur ce point l'année dernière, ceux-ci semblent prendre conscience de la montée du chômage un an plus tard que l'ensemble de la population. Comme si, pas plus inquiets du chômage pour eux-mêmes que les autres groupes de Français, ils se rendaient compte seulement maintenant de la situation de l'emploi dans le pays. **La montée de l'insatisfaction des habitants de Paris et de son agglomération est d'ailleurs un des faits majeurs de ce début 1994**, nous y reviendrons.

Tableau 5

Pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va augmenter

- Evolution pour quelques catégories -

(en %)

	Fin 1992 (A)	Fin 1993 (B)	Différence (B - A)
. 65 ans et plus	86,4	68,0	- 18,4
. Réside dans une commune de moins de 2000 habitants	90,2	72,0	- 18,2
. Femme au foyer	89,7	74,9	- 14,8
. 50 à 64 ans	86,9	73,6	- 13,3
. *Personne de moins de 40 ans résidant à Paris ou dans l'agglomération parisienne*	*76,6*	*82,2*	+ *5,6*
Ensemble des Français	86,8	74,4	- 12,4

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

2. Les Français sont de plus en plus nombreux à émettre une appréciation négative sur l'évolution de leur niveau de vie depuis dix ans

Corollaire de cette montée des craintes vis-à-vis du chômage, le regard porté par les Français sur leur niveau de vie passé - dont on sait qu'il est un bon révélateur du jugement porté sur le présent - traduit aussi une profonde insatisfaction, en hausse sensible sur l'année dernière.

Cette morosité générale s'observe d'abord dans l'appréciation que les Français portent sur le niveau de vie de **l'ensemble** de la population : 79% estiment, au début 1994, que celui-ci s'est détérioré depuis dix ans. Ce pourcentage est de 6 points supérieur à celui atteint l'année dernière (tableau 6) qui, pourtant, constituait le "record" de ceux relevés depuis 1978, création de notre système d'enquêtes.

Tableau 6

En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

	Fin 1986	Fin 1987	Fin 1988	Fin 1989	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993
Mieux (1)	17	19	22	27	21	13	11	8
C'est pareil	17	17	15	20	19	17	13	10
Moins bien (2) ..	58	59	56	48	57	66	**73**	**79**
Ne sait pas	7	5	7	5	4	4	3	3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

(1) Sommation des items *"Beaucoup mieux"* et *"un peu mieux"*

(2) Sommation des items *"Beaucoup moins bien"* et *"un peu moins bien"*

Mais cette insatisfaction s'observe aussi à travers le jugement que les Français portent sur l'évolution de leur niveau de vie **personnel** depuis dix ans (tableau 7). Certes, ce jugement est moins sévère que celui concernant l'ensemble des Français, mais, là encore, le pourcentage atteint (49%) dépasse le chiffre record obtenu en fin 1984.

L'augmentation des opinions négatives sur l'évolution du niveau de vie **personnel** est particulièrement significative chez les ouvriers (+ 20 points en un an, contre + 6 en moyenne), les personnes de 35 à 49 ans (+ 12 points), les travailleurs indépendants (+ 10 points) et les habitants de Paris et de l'agglomération parisienne, aussi bien ceux de moins de 40 ans (+ 9 points) que ceux plus âgés (+ 10 points). D'ailleurs, la prise de conscience par **les jeunes parisiens** de la situation économique du pays apparaît aussi dans l'augmentation particulièrement forte de ceux qui, parmi eux, pensent que le niveau de vie de l'ensemble des Français s'est détérioré en dix ans (+ 17 points, contre + 6 en moyenne).

Tableau 7

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...

(en %)

	Fin 1986	Fin 1987	Fin 1988	Fin 1989	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993
Mieux (1)	31	28	29	35	31	27	28	24
C'est pareil	31	29	29	30	29	30	28	26
Moins bien (2)..	36	41	40	34	39	42	43	**49**
Ne sait pas	3	2	2	1	1	1	1	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

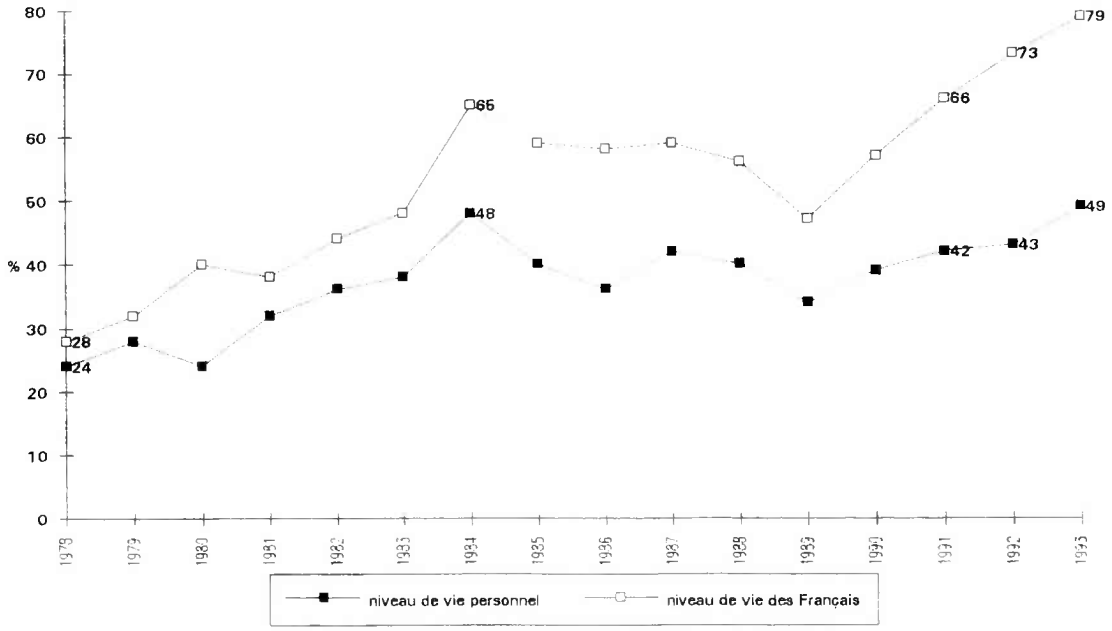
(1) Sommation des items *"Beaucoup mieux"* et *"un peu mieux"*

(2) Sommation des items *"Beaucoup moins bien"* et *"un peu moins bien"*

De fait, le décalage que l'on constate, notamment depuis 1990, entre opinions générales et perceptions individuelles a cessé de croître. Il reste qu'il est encore de 30 points : on porte toujours un jugement nettement plus négatif sur l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français que sur le sien propre (graphique 1). Autrement dit, **la morosité actuelle repose toujours davantage sur une appréciation générale relative à l'ensemble de la société française que sur l'opinion que chacun porte individuellement sur son propre niveau de vie** : beaucoup de Français ont encore le sentiment de "mieux s'en sortir que les autres".

Graphique 1

Opinions sur l'évolution du niveau de vie depuis une dizaine d'années : pourcentage de Français qui estiment qu'il va moins bien



Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

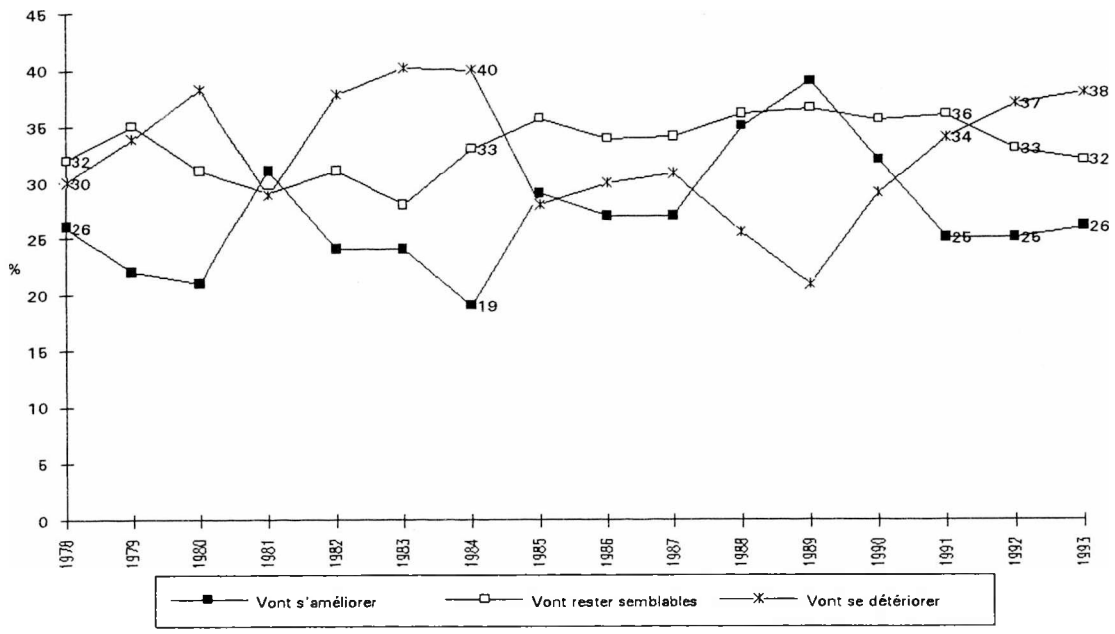
Corollaire du décalage constaté en matière de chômage entre les craintes **actuelles** et l'espoir d'une amélioration **future**, les anticipations des Français sur leurs conditions de vie à venir sont moins noires que leur regard sur leur niveau de vie actuel. On remarque en effet que (graphique 2) :

- l'augmentation du "pessimisme" sur les conditions de vie futures, comparée aux trois dernières années, s'est nettement ralentie (+ 1 point cette année, contre + 3 l'année dernière et + 5 l'année précédente), même si cette morosité reste à un niveau élevé (38%) ;

- le nombre "d'optimistes", c'est-à-dire de ceux qui pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années, semble s'être stabilisé (+ 1 point cette année) après la forte baisse de 1989-1991.

Graphique 2

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?



Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Notons cependant une poussée particulièrement forte du pessimisme sur les conditions de vie futures chez les moins de 24 ans (+ 9 points en un an, contre + 1 en moyenne) et, encore une fois, les **parisiens**, jeunes (+ 10 points) ou plus âgés (+ 9 points).

3 - Une attente plus forte à l'égard des prestations sociales destinées aux plus défavorisés

Engrangé dès la fin 1992, le mouvement de retour des opinions favorables aux politiques de redistribution sociale, en particulier celles destinées aux plus défavorisés, continue sa progression : 65% des Français estiment aujourd'hui que la prise en charge des familles défavorisées leur permet de vivre, et non qu'elle leur enlève le sens des responsabilités. Le pourcentage était de 14 points inférieur il y a deux ans (tableau 8).

D'ailleurs, 70% de la population (soit + 10 points par rapport au début 1992) estiment que les personnes en situation de pauvreté le sont plus par manque de chance que parce qu'elles n'ont "pas fait d'effort pour s'en sortir". Dans le même sens, on remarque une montée des préoccupations relatives à la pauvreté en France (cf. tableau 2 ci-dessus) ou de celles concernant le rôle redistributif des prestations familiales[1].

Tableau 8

De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?
Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...

(en %)

	Fin 1986	Fin 1987	Fin 1988	Fin 1989	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993
Cela leur permet de vivre .	64	59	61	63	58	51	**62**	**65**
Cela leur enlève tout sens des responsabilités	36	39	37	36	40	47	37	33
Ne sait pas	-	2	2	1	1	1	1	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Encore convient-il de remarquer que ces mouvements d'opinions sont surtout liés **à la montée du sentiment** que, compte tenu de la croissance du chômage et de la précarisation que celui-ci peut entraîner pour ceux qui en sont frappés, **il est nécessaire que la société puisse permettre à chacun de disposer d'un minimum vital** ("cela permet de **vivre**"). Cette nécessité première est celle qui prévaut dans l'opinion, même si une partie de la population estime que cela peut risquer d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher de travail (39% des Français pensent aujourd'hui cela au sujet du RMI, contre seulement 32% il y a trois ans).

En tout état de cause, cette évolution vers plus "d'exigence humanitaire" est nette dans toutes les catégories de population. Elle est même relativement spectaculaire pour certains groupes (tableau 9) : les bénéficiaires de revenus extrêmes (les plus bas ou les plus hauts), les femmes (actives ou au foyer), les plus de 65 ans et les habitants de Paris ou de l'agglomération parisienne (de + 15 à + 20 points en deux ans).

[1] 86% des Français estiment que les allocations familiales devraient être supprimées à partir d'un certain revenu ou diminuées quand le revenu s'élève (soit + 8 points par rapport à fin 1990).

Tableau 9

Pourcentage d'individus considérant que la prise en charge des familles défavorisées leur permet de vivre

- Evolution sur deux ans pour quelques catégories -

(en %)

	Fin 1991 (A)	Fin 1993 (B)	Différence (B - A)
. Habite Paris ou l'agglomération parisienne	51,9	73,7	+ 21,8
. Femme active	47,1	67,7	+ 20,6
. Femme au foyer	50,6	68,4	+ 17,8
. Diplômé du supérieur	50,0	68,0	+ 18,0
. Est âgé de 65 ans ou plus	47,9	65,7	+ 17,8
. Revenu du foyer inférieur à 4 000 F/mois	51,2	68,7	+ 17,5
. Revenu du foyer supérieur à 15 000 F/mois ...	45,9	62,7	+ 16,8
. CSP : employé	52,0	68,1	+ 16,1
Ensemble des Français	51,4	65,0	+ 13,6

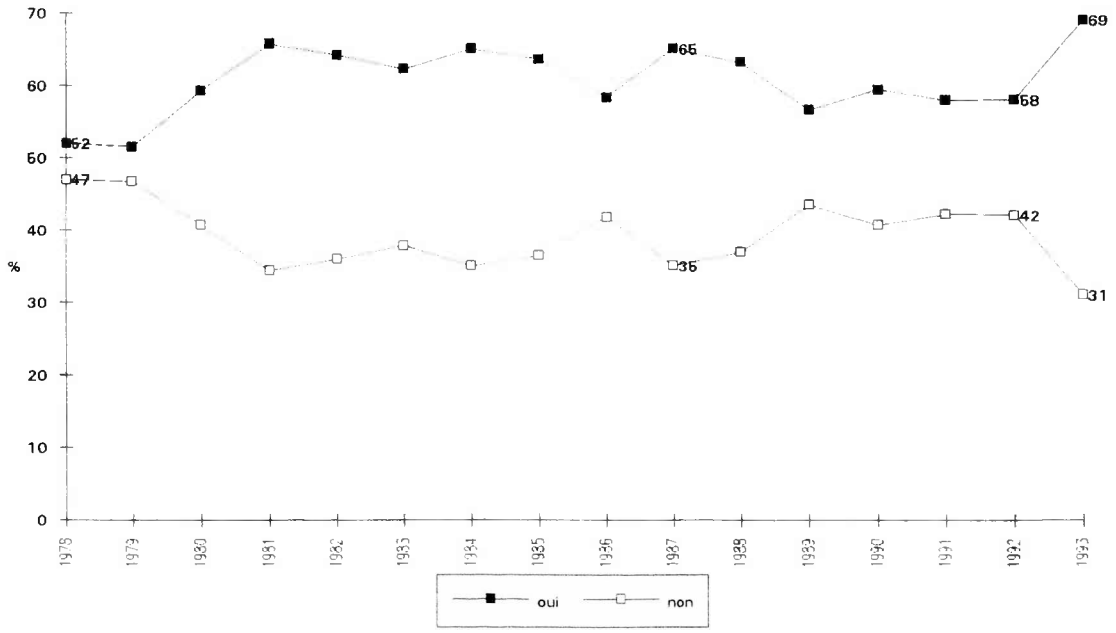
Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

4 - Une forte progression du sentiment de restrictions

Autre élément caractéristique de ce début 1994, on assiste à une montée très sensible du sentiment de restrictions (plus de 10 points en un an) : 69% de la population, contre 58% au début 1993, déclarent en effet s'imposer des restrictions sur certains postes de leur budget. Le taux atteint cette année est le plus élevé de tous ceux recueillis depuis 1978 (graphique 3).

Graphique 3

Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

On sait que la déclaration du sentiment de restrictions, déclaration essentiellement subjective, peut s'expliquer de deux façons[1] : elle peut d'abord résulter d'une véritable contrainte budgétaire, qui force les ménages aux revenus modestes ou moyens à se priver de biens plus ou moins indispensables. De fait, on a vu que le jugement des ménages sur leur situation financière s'est sensiblement détérioré en ce début 1994.

Mais elle est aussi un indicateur du désir de consommer davantage, d'une appétence à la consommation, qui va bien au-delà des seuls ménages les plus modestes. En effet, on a pu constater que de 1988 au début 1993, la proportion de Français déclarant se restreindre a eu tendance à diminuer, puis à se stabiliser, alors qu'on observait un sensible ralentissement de la consommation.

Cette montée rapide de l'intensité du sentiment de restrictions est-elle le signe d'un début de retournement de tendance, d'un réveil de la demande ? On doit évidemment être prudent sur la réponse à apporter à cette question, mais la montée du sentiment de restrictions est spectaculaire dans certaines catégories de la population (tableau 10) : elle touche d'abord les personnes de 50 ans et plus, les ouvriers, les retraités et les femmes au foyer, les bénéficiaires de revenus modestes, les non-diplômés et les parisiens ; mais elle affecte aussi systématiquement tous les groupes de la population.

Au total, le sentiment de restrictions touche aujourd'hui 75 à 80% des personnes de 25 à 49 ans, des employés et des ouvriers, des parisiens et des individus disposant de moins de 10 000 Francs de revenus par mois.

Tableau 10

Pourcentage d'individus déclarant s'imposer régulièrement des restrictions

- Evolution pour quelques catégories -

(en %)

	Fin 1992 (A)	Fin 1993 (B)	Différence (B - A)
. Est âgé de 65 ans et plus	35,7	50,9	+ 15,2
. Est âgé de 50 à 64 ans	57,7	71,3	+ 13,6
. Revenu du foyer inférieur à 8 000 Francs/mois	66,2	79,7	+ 13,5
. Femme au foyer	60,6	73,8	+ 13,2
. Ouvrier	66,9	79,7	+ 12,8
. Habite Paris ou l'agglomération parisienne	62,4	74,7	+ 12,3
. Ne dispose d'aucun diplôme	57,1	69,1	+ 12,0
Ensemble des Français	58,4	68,8	+ 10,4

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

C'est toujours sur les vacances-loisirs qu'on se restreint le plus, mais comparée à la situation de fin 1992, la croissance du sentiment de restrictions est surtout forte cette année sur l'habillement, l'achat d'équipement ménager, les soins de beauté et le téléphone (tableau 11). L'évolution du marché de ces différents produits devra être

[1] Cf. R. Rochefort : *"Moins de restrictions, moins de consommation"*, Consommation et Modes de Vie, N° 73, Janvier 1993, CREDOC.

particulièrement observée dans les mois prochains, afin d'apprécier la pertinence de l'hypothèse d'un éventuel début de réveil de la consommation[1].

Tableau 11

Pourcentage d'individus déclarant se restreindre sur les différents postes de consommation

- Evolution 1992 - 1993 -

(en %)

	Fin 1992 (A)	Fin 1993 (B)	Différence (B - A)
. Vacances et loisirs	46,6	53,3	+ 6,7
. Habillement	41,7	51,9	+ **10,2**
. Achat d'équipement ménager	40,6	49,9	+ **9,3**
. Soins de beauté	35,2	43,4	+ **8,2**
. Voiture	30,2	37,3	+ 7,1
. Téléphone	26,5	34,7	+ **8,2**
. Logement	19,9	25,0	+ 5,1
. Tabac, boissons	17,5	22,5	+ 5,0
. Alimentation	15,7	21,0	+ 5,3
. Dépenses pour les enfants	12,7	16,5	+ 3,8
. Soins médicaux	6,1	8,9	+ 2,8

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

5 - Un retour des préférences envers l'augmentation du pouvoir d'achat

Enfin, alors qu'en janvier 1993 on avait assisté, au moins dans les déclarations, à une sorte de ralentissement conjoncturel du rythme de travail, à un "lever de pied", accompagné de préférences accrues pour un temps libre plus long[2], on observe en janvier 1994 un retournement d'opinions, traduisant une forte attente en matière d'amélioration du pouvoir d'achat.

D'une part, la proportion d'actifs déclarant travailler plus de 45 heures par semaine, qui était descendue de 23% à 17% en fin 1992, remonte à 19% en fin 1993. Cet accroissement est particulièrement visible chez les actifs de 35 à 49 ans (+ 6 points, contre + 2 en moyenne) et les travailleurs indépendants (+ 5 points).

D'autre part, et surtout, la part d'actifs préférant une amélioration de leur pouvoir d'achat à une augmentation du temps libre s'élève de 9 points, passant de 56% à 65%, cassant le mouvement qui, depuis fin 1990, donnait une importance toujours plus grande au temps libre (tableau 12).

[1] Toujours dans le même sens, notons l'évolution significative (+ 10 points) du nombre d'individus à qui il paraît intéressant aujourd'hui d'acheter un logement (51%, contre 41% il y a un an).

[2] Cf. G. Hatchuel, J.L. Volatier : *"Janvier 1993 : Un pessimisme record"* dans "Premiers résultats de la vague de fin 1992", CREDOC, Mars 1993.

Tableau 12

Quelle est votre préférence entre ... ?

(en % d'actifs)

	Fin 1986	Fin 1987	Fin 1988	Fin 1989	Fin 1990	Fin 1991	Fin 1992	Fin 1993
. Une amélioration de votre pouvoir d'achat	66	69	69	62	67	60	56	**65**
. Un temps libre plus long	34	31	30	38	32	40	**44**	34
. Ne sait pas	-	-	1	-	1	-	-	1
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Cette préférence accrue pour l'augmentation du pouvoir d'achat apparaît précisément dans les catégories qui s'étaient caractérisées en 1992-1993 par une demande plus grande de temps libre : les cadres et professions libérales, les diplômés du supérieur, les 50-64 ans. On note d'ailleurs que la préférence pour le pouvoir d'achat est aussi en nette croissance chez les "gros" travailleurs, ceux qui déclarent exercer plus de 45 heures par semaine (tableau 13).

Tableau 13

Pourcentage d'actifs préférant une amélioration de leur pouvoir d'achat à plus de temps libre

- Evolution pour quelques catégories -

(en %)

	Fin 1992 (A)	Fin 1993 (B)	Différence (B - A)
. Est âgé de 50 à 64 ans	46,7	67,9	+ 21,2
. Travaille 45 heures ou plus par semaine	48,2	64,9	+ 16,7
. Cadre, profession libérale	41,0	57,3	+ 16,3
. Diplômé du bac ou du supérieur	45,9	58,8	+ 12,9
. Habite à Paris ou dans l'agglomération parisienne	47,3	58,8	+ 11,5
. Revenu du foyer compris entre 6 000 F et 15 000 F/mois	59,1	70,0	+ 10,9
Ensemble des actifs	55,7	65,1	+ 9,4

Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Les plus gros demandeurs d'une amélioration de leur pouvoir d'achat restent les groupes le plus directement touchés par des difficultés économiques, par exemple les ouvriers (78% déclarent préférer l'augmentation du pouvoir d'achat) ou les actifs disposant, dans leur foyer, de moins de 6 000 Francs par mois (72%). C'est aussi le cas des hommes actifs (70%), par opposition aux femmes actives (58% préfèrent l'augmentation du pouvoir d'achat). C'est ce dernier point qui explique que le souhait

de travailler à temps partiel avec une diminution de salaire n'a pas diminué cette année, malgré cette conjoncture globalement marquée par un retour de la priorité donnée à la croissance du pouvoir d'achat.

Craintes considérablement accrues vis-à-vis du chômage, sentiment profond d'une dégradation du niveau de vie, la morosité, les doutes et les inquiétudes[1] qui touchent une bonne partie du corps social français paraissent encore plus forts en ce début 1994 que ceux mis en évidence il y a un an, et qui traduisaient pourtant un niveau d'insatisfaction particulièrement haut.

Mais alors qu'au début 1993, l'analyse semblait révéler un profond sentiment d'attente, attente quelque peu désabusée d'un certain "renouveau", d'une certaine "relance", les craintes de ce début 1994 semblent aller paradoxalement de pair avec **une moindre résignation**.

S'agit-il, pour les Français, de conjurer le sort ? Toujours est-il que la description des multiples facettes des attitudes de la population met en évidence, à travers quelques opinions contradictoires, un certain nombre de signes d'espoir : certains commencent à croire en une stabilisation du chômage, le pessimisme sur les conditions de vie futures se stabilise, le désir de consommer davantage commencerait à se faire jour. Certes, ces signes relèvent peut-être plus d'une volonté d'espérer que d'une croyance véritable en une amélioration économique certaine. Mais cette ébauche de mouvement plus volontariste tranche avec la situation d'il y a un an : signe de début d'une éventuelle période plus revendicative, la volonté de "lever le pied" semble avoir fait place à celle de voir le pouvoir d'achat s'accroître ... Même si, entre résignation et revendication, le balancier des opinions semble encore quelque peu hésiter.

*

* *

[1] Les inquiétudes autres que celles relatives au chômage sont, par ailleurs, restées au plus haut en ce début d'année 1994, avec notamment une forte croissance de l'inquiétude vis-à-vis de l'agression dans la rue.

ANNEXE

Une visualisation de l'Etat de l'Opinion au début 1994

Réalisée depuis seize ans, l'enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français" permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'Etat de l'Opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables ont déjà été, à plusieurs reprises, sélectionnées pour définir ce que l'on appellera **"l'espace des opinions des Français"**[1] . Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perception et d'opinions.** Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période[2], *l'espace des opinions des Français*. Cette construction permet de suivre à la fois :

- La trajectoire suivie dans cet espace par l'ensemble de la population française depuis 1978. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 1994.

- La façon dont les différents groupes socio-démographiques se situent dans cet espace à chaque période d'enquêtes, notamment en fin 1993 - début 1994.

Cette visualisation met en évidence un double constat :

* La fin 1993 et le début 1994 sont marqués par le plus haut niveau *d'insatisfaction* atteint par la société française depuis 1978.

* Le mouvement général d'insatisfaction croissante, visible dans pratiquement tous les groupes de la population, a été, en 1993, particulièrement marqué chez les habitants de l'agglomération parisienne, les ouvriers, les employés et les 35-49 ans.

---

[1] Voir, en particulier : *"L'évolution des différences d'opinions entre groupes socio-démographiques, une tentative de synthèse"*, A. Dufour, J.L. Volatier, CREDOC, Février 1993.

[2] Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis 1978, de la structure de ces opinions.

1.- L'Espace général des Opinions (fin 1978 - fin 1993)

Les seize variables actives présentées ci-après contribuent à construire "l'espace général des opinions des Français"[1].

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages **"satisfaction/insatisfaction"** et **"modernisme/traditionalisme"** (graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.

Ainsi, à gauche de la carte (graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

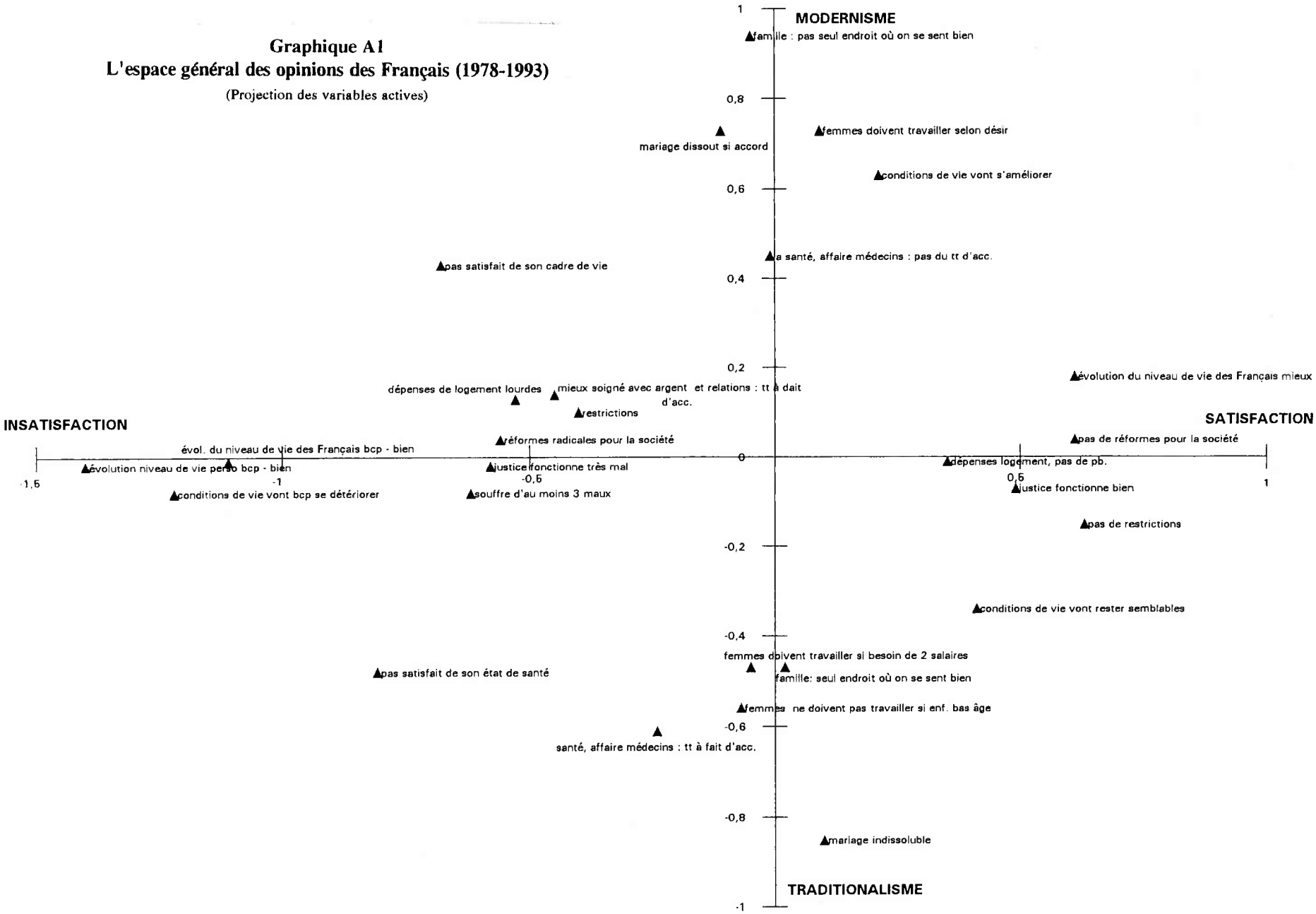
A l'opposé (à droite du graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas souvent que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

---

[1] Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 32 000 individus (seize vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1978-1993)

(Projection des variables actives)



Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Le deuxième axe : Traditionalisme/modernisme

Le **deuxième axe,** dont le contenu se résume, pour simplifier, à l'opposition "modernisme-traditionalisme", se détermine essentiellement à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se trouvent les individus ayant des opinions dites "modernistes" en matière de moeurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient travailler quand elles le désirent.

A l'inverse, au Sud du graphique, les "traditionalistes" estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou bien qu'elles ne doivent le faire que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire.

2. L'évolution, sur seize ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation en fin 1993 - début 1994

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable "année d'enquête" permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population française depuis seize ans (graphique A2).

Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (fin 1978 et fin 1993), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par une **insatisfaction fortement croissante** et un **moindre traditionalisme.** Mais ce mouvement général a été atteint à la suite de nombreux revirements et inflexions. Six grandes phases peuvent être grosso-modo décelées sur l'ensemble de la période :

1 - De 1978 à 1981, une forte diffusion des opinions modernistes sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

2 - De 1981 à 1984, une perte de vitesse des opinions modernistes et une très nette montée de l'insatisfaction.

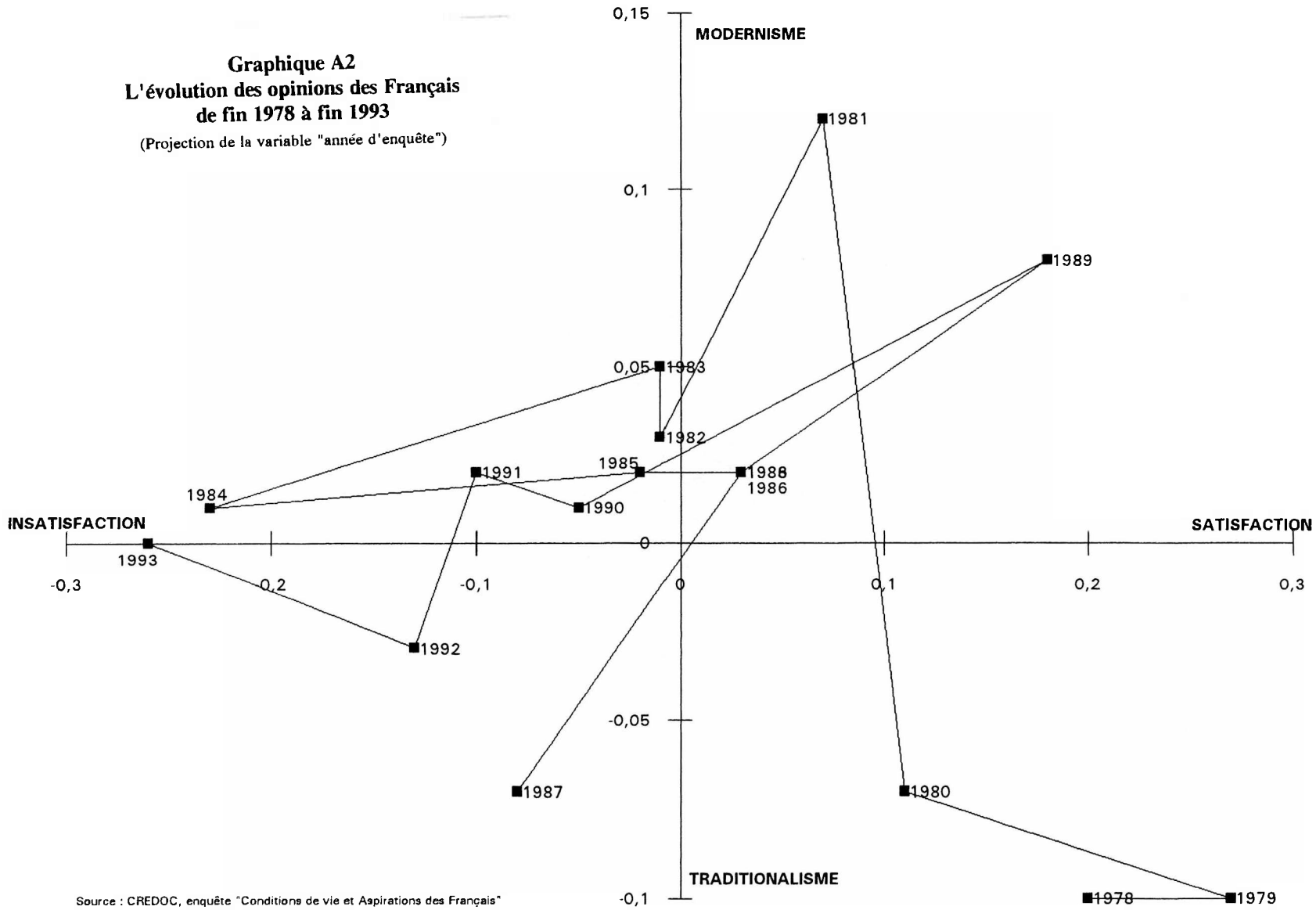
3 - En 1985 et 1986, un recentrage des opinions.

4 - En 1987, un retour très sensible, mais limité dans le temps, aux valeurs traditionnelles.

5 - De 1987 à 1989, un regain du modernisme, accompagné du retour d'une certaine satisfaction.

6 - De 1989 à aujourd'hui, une croissance continue de l'insatisfaction, accompagnée d'une diminution du modernisme.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français de fin 1978 à fin 1993
(Projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Alors que de fin 1991 à fin 1992, les Français ont continué à exprimer une insatisfaction grandissante, accompagnée d'un certain traditionalisme, la période de fin 1992 - fin 1993 se caractérise par un phénomène marquant : une poussée très sensible de l'insatisfaction. **1993 se trouve être l'année du plus fort mécontentement de la population française depuis 1978.** Le point atteint dépasse celui de l'année 1984 qui, jusqu'alors, détenait le record de l'insatisfaction. Par contre, entre modernisme et traditionalisme, la société semble avoir atteint cette année un point de relatif équilibre.

Ces évolutions "moyennes" cachent évidemment des différences importantes de trajectoire selon les groupes sociaux.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population française depuis 1978, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques.

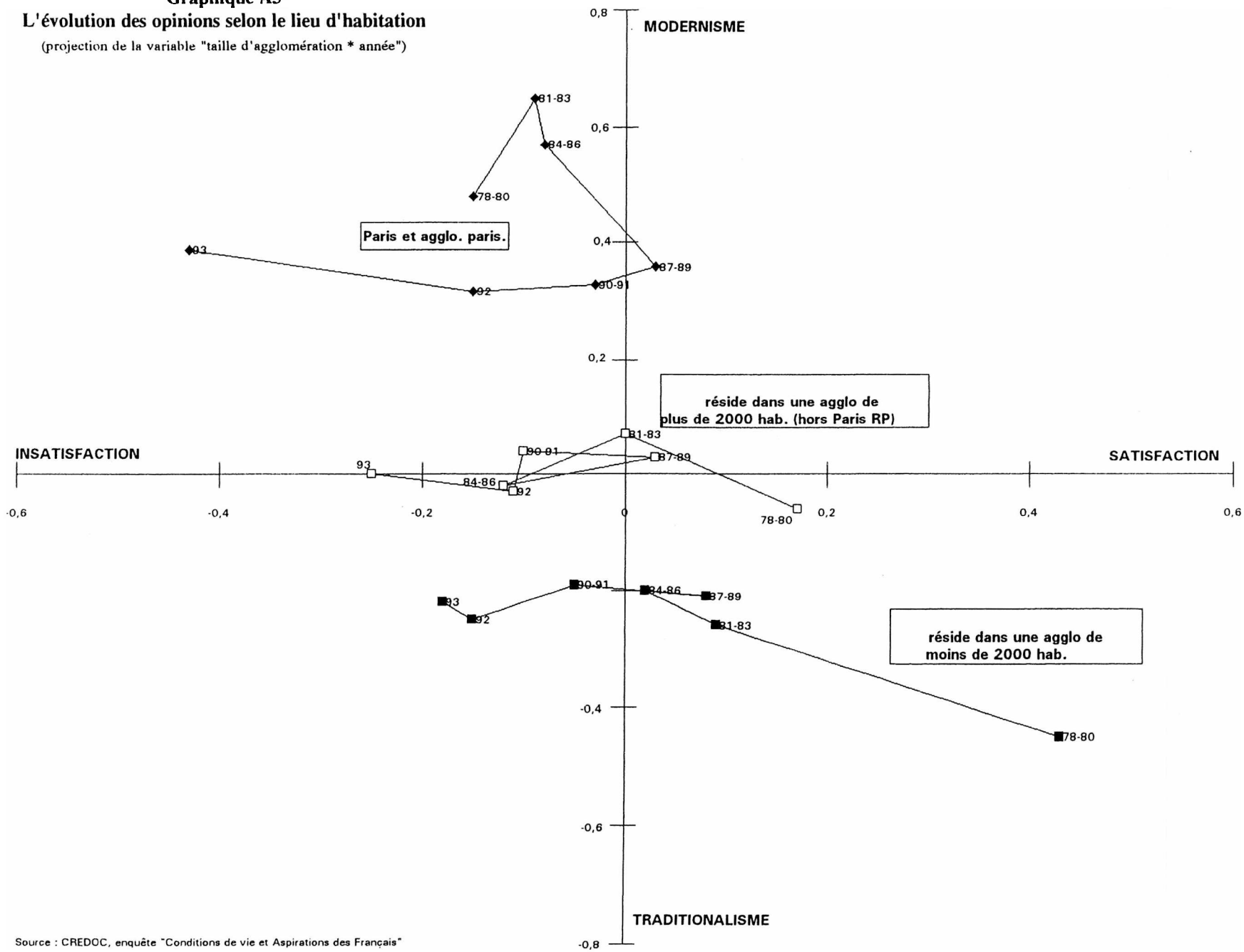
Seuls trois critères seront présentés ici, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles intervenues entre fin 1992 et fin 1993 - début 1994 : ils concernent la localisation des enquêtés (Paris-province, ruraux-urbains), leur âge et leur profession-catégorie sociale.

Pour ce faire, nous n'avons pas représenté les seize positions de chaque groupe social au fil des ans, mais nous avons effectué des regroupements d'années, sauf pour la dernière période, celle qui nous intéresse ici. Pour chaque groupe socio-démographique, nous disposons donc de sept points permettant de suivre son évolution dans l'espace des opinions : 1978-1980, 1981-1983, 1984-1986, 1987-1989, 1990-1991, 1992, 1993. Ce choix vise à mettre notamment en évidence les fluctuations précises intervenues ces deux dernières années, en fin 1992, puis en fin 1993.

A - Le retour d'une insatisfaction record chez les habitants de la région parisienne (graphique A3).

D'une manière générale, quel que soit d'ailleurs le groupe analysé, on observe que les évolutions de fin 1978 à fin 1993 se sont faites nettement plus le long de l'axe horizontal (croissance de l'insatisfaction), surtout ces deux dernières années, que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme).

Graphique A3
L'évolution des opinions selon le lieu d'habitation
(projection de la variable "taille d'agglomération * année")



Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Mais alors que, de fin 1978 à fin 1991, l'insatisfaction s'était notablement élevée, surtout chez les ruraux (habitants d'agglomérations de moins de 2 000 habitants) et un peu moins chez les "urbains" de province, les habitants de Paris et de son agglomération avaient évolué "à contre-courant" de la tendance générale : ceux-ci étaient devenus moins modernistes et, surtout, moins insatisfaits.

Depuis fin 1992, les choses sont "rentrées dans l'ordre" : de fin 1991 à fin 1992, **l'insatisfaction a sérieusement grandi chez les parisiens**. Celle-ci s'est même notablement accélérée chez eux de fin 1992 au début 1994, leur permettant de retrouver leur première place parmi les mécontents, place qu'ils détenaient en 1978-1981.

Il est à noter que cette spectaculaire progression de l'insatisfaction des parisiens concerne aussi bien les jeunes (moins de 40 ans) que les plus âgés. Les premiers apparaissent relativement plus sensibles cette année à l'évolution négative du niveau de vie de l'ensemble des Français (cf. ci-dessus). D'ailleurs, 32% d'entre eux pensent, au début 1994, que la société française doit se transformer profondément par des réformes radicales (+ 10 points en un an, alors qu'en moyenne, dans la même période, la proportion de "radicaux" est restée stable dans l'ensemble de la population). Les parisiens de plus de 40 ans sont, quant à eux, nettement plus sensibles cette année aux restrictions subies (+ 15 points en un an, contre + 10 en moyenne).

B - Une forte poussée de l'insatisfaction chez les 35-49 ans (graphique A4)

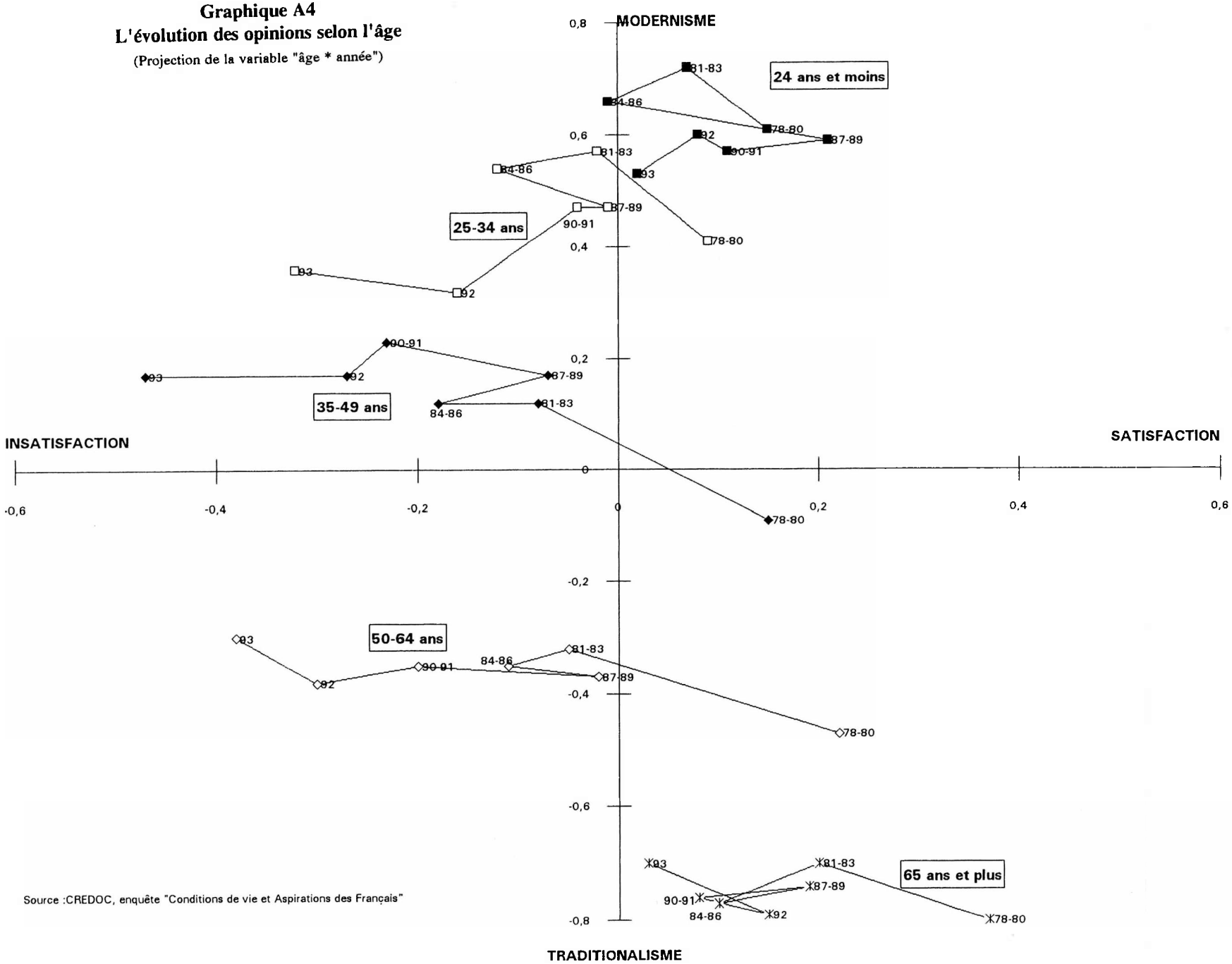
Chacune des cinq classes d'âge retenues ont évolué, de fin 1992 à fin 1993, vers plus d'insatisfaction. Mais le **mécontentement des catégories médianes, d'abord les 35-49 ans, puis les 25-34 ans, s'est accru davantage que celui des Français les plus jeunes et les plus âgés.**

Deux catégories figurent d'ailleurs encore, de justesse, du côté de la "satisfaction" : les moins de 24 ans, les plus de 65 ans. Les premiers ont évolué cette année vers un peu moins de modernisme (mais ils restent les plus modernistes). Les seconds, toujours traditionalistes, ont vu leur mécontentement relatif croître sensiblement, mais l'année 1992 les avait, de ce point de vue, relativement épargnés (ils avaient alors évolué à contre-courant, vers le pôle des "satisfaits").

Sur l'ensemble de la période, l'évolution, vers le mécontentement, des personnes de 50 à 64 ans a été très prononcée. Mais cet accroissement de l'insatisfaction est, chez eux, un peu moins fort cette année que celui qui était intervenu de fin 1991 à fin 1992 (graphique A4).

Enfin, en deux ans, l'évolution la plus importante vers le mécontement concerne les 25-34 ans et les 35-49 ans. Les premiers avaient fortement entamé cette progression entre 1991 et 1992 ; elle ne s'est d'ailleurs pas ralentie cette année. Par contre, les Français de 35 à 49 ans n'avaient pratiquement pas subi de poussée d'insatisfaction de fin 1991 à fin 1992. Ils se "rattrapent" cette année de façon particulièrement spectaculaire.

Graphique A4
L'évolution des opinions selon l'âge
(Projection de la variable "âge * année")



Source :CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

C. Le mécontentement encore accru des ouvriers et des employés (graphique A5)

Comme on a pu le constater pour les divers groupes précédents, les différentes catégories socio-professionnelles se positionnent aussi de manière très distincte dans l'espace des opinions. On remarque que les cadres d'abord, puis les employés, sont les plus modernistes ; les retraités, les plus traditionalistes.

Mais, là encore, tous les mouvements apparus ces dernières années se font plutôt dans le sens horizontal (vers plus de mécontentement) et très peu dans le sens vertical.

Les cadres et les retraités restent le moins insatisfaits de tous les groupes observés, mais pour la première fois depuis seize ans, ils ont quitté en fin 1993 la zone de satisfaction. Notons que les cadres, pour la deuxième année consécutive, ont évolué vers un peu moins de modernisme.

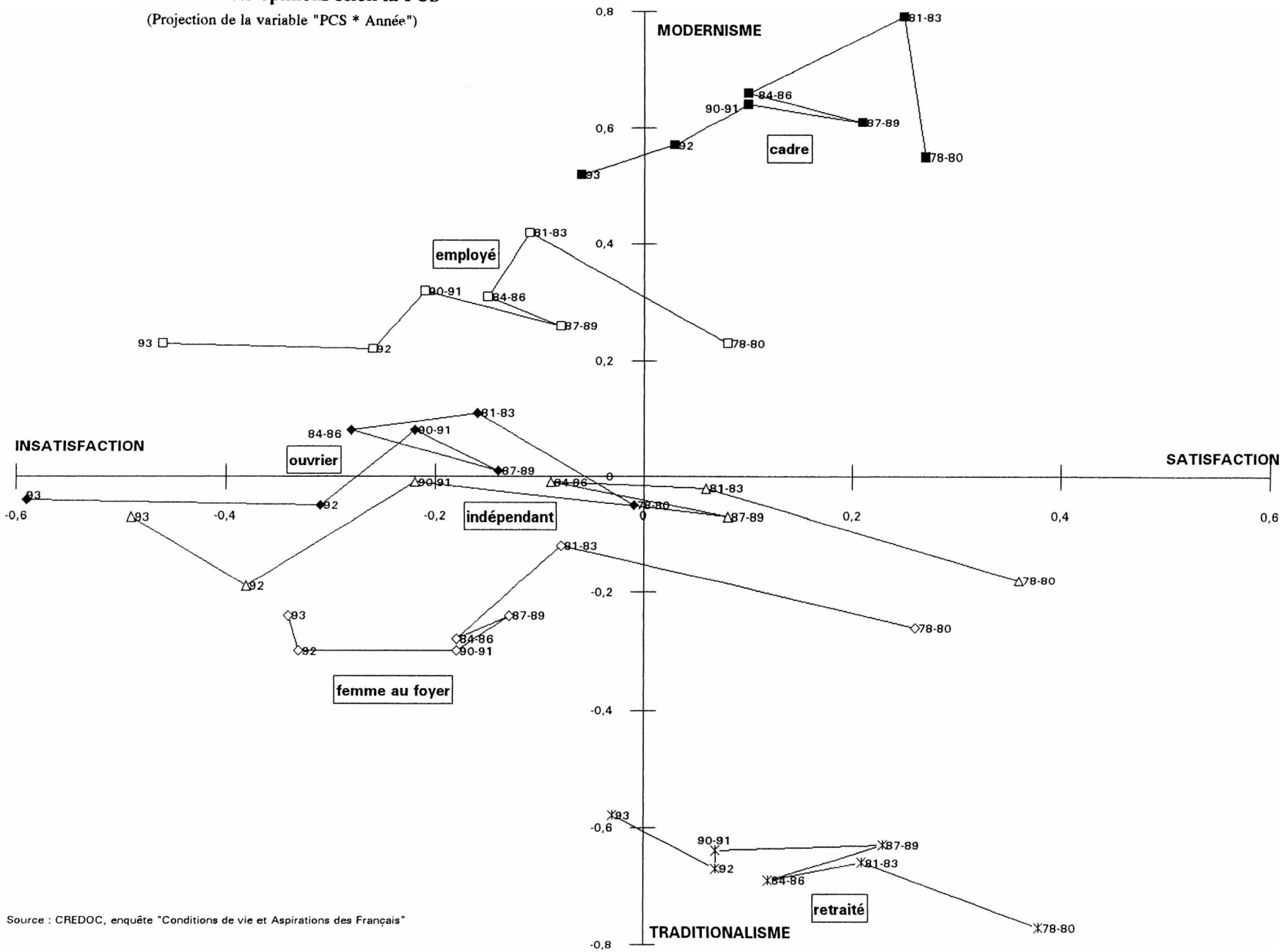
Deux catégories avaient connu, de fin 1991 à fin 1992, une poussée très importante de l'insatisfaction : les femmes au foyer et les travailleurs indépendants[1]. Mais, si le mécontentement des premières s'est pour ainsi dire stabilisé, en fin 1993, au niveau atteint un an auparavant, l'insatisfaction a continué à s'élever chez les indépendants. Cette dernière catégorie est d'ailleurs celle qui a le plus évolué en seize ans : dans cette période, elle a pratiquement traversé, de droite à gauche, tout l'espace des opinions, de la satisfaction totale, à l'insatisfaction notable (graphique A5).

Enfin, **les évolutions les plus spectaculaires intervenues cette année concernent d'abord les ouvriers, ensuite les employés.** Les ouvriers se situent maintenant à l'extrêmité gauche du graphique, au plus haut de l'insatisfaction. Les employés ne sont pas en reste : alors qu'en fin 1992, les catégories le plus insatisfaites étaient les indépendants, puis les femmes au foyer, les ouvriers ont maintenant pris la première place du mécontentement, tandis que les employés viennent talonner, dans l'insatisfaction, les catégories d'indépendants.

---

[1] Sous cette rubrique, figurent les exploitants agricoles, les artisans, les commerçants et les chefs d'entreprise. Les professions libérales ont été classées avec les cadres.

Graphique A5
L'évolution des opinions selon la PCS
(Projection de la variable "PCS * Année")



Source : CREDOC, enquête "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Au total, si l'on tient compte de l'ensemble de ces données, deux "classements" différents peuvent être élaborés :

* Les groupes ayant connu, en fin 1993 - début 1994, **la progression la plus sensible de l'insatisfaction,** comparée à la fin 1992. Sont, dans ce cas, dans l'ordre[1] :

  1 -Les habitants de Paris et de son agglomération[2] .
  2 -Les ouvriers.
  3 -Les employés.
  4 -Les 35 - 49 ans.

  Les 25 - 34 ans et les non-diplômés viennent après.

* Les groupes situés, au début 1994, **au plus haut du point de vue du mécontentement.** Tiennent la première place, dans l'ordre[1] :

  1 -Les ouvriers.
  2 -Les travailleurs indépendants (hors professions libérales).
  3 -Les 35 - 49 ans.
  4 -Les employés.

  Les habitants de Paris et son agglomération prennent la cinquième place.

Faut-il remarquer, en conclusion, que ces groupes de population sont des groupes importants du point de vue de leur poids démographique ? On comprend bien, dans ces conditions, que cette insatisfaction latente puisse sensiblement "peser" sur le pays en ce début 1994.

*

* *

[1] Ce classement est élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie sur l'axe de satisfaction/insatisfaction de l'espace des opinions.

[2] Les parisiens de moins de 40 ans prennent la première place aux parisiens de plus de 40 ans.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement.
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société.
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".